

Voix de femmes

POLITIQUE Le canton de Berne propose une formation continue pour les élues, afin qu'elles se sentent plus en confiance dans leurs fonctions.

PAR JULIE GAUDIO



Virginie Pilault (au fond, debout) dispense des formations pour prendre confiance en soi lors de la prise de parole en public. LOD

«**Q**uand j'ai faim, je mange. Quand j'ai soif, je bois. Quand j'ai quelque chose à dire, je le dis.» Cette phrase, prononcée par la chanteuse Madonna, introduit la nouvelle formation continue – intitulée «Je suis politicienne et ma voix compte!» – proposée par le Réseau égalité Berne francophone (voir encadré), à destination des politiciennes de Bienne et du Jura bernois. «L'objectif est d'aider les femmes à prendre leur place dans le débat public, et de faire en sorte que la prise de parole devienne un jeu», détaille Virginie Pilault. La journaliste et formatrice indépendante intervient dans deux des trois modules proposés dans le cadre de cette formation réali-

sée cette année à distance, en raison de la pandémie, à partir du 1er avril. Les deux modules de Virginie Pilault aborderont la prise de parole et la mise en valeur de soi en politique, ainsi que l'utilisation des réseaux sociaux dans ce même domaine. La communication en politique présente certes, selon la formatrice, les mêmes règles de bases que pour la communication en entreprise, qui s'appuient notamment sur la posture ou la pose de voix. Mais en politique, contrairement au travail, on s'exprime souvent devant un public et dans un endroit inconnu, ce qui peut en déstabiliser certaines. En outre, «les personnes en face de soi sont souvent des adversaires», poursuit Virginie Pilault.

S'appuyant toujours sur les expériences vécues et relatées par ses participantes lors de ses formations, Virginie Pilault se souvient ainsi d'une politicienne aguerrie, parfaitement à l'aise pour s'exprimer en congrès devant 3000 personnes, mais tétanisée lors d'une séance politique. «Elle souffrait en réalité du syndrome de l'imposteur», analyse Virginie Pilault. «Elle se sentait légitime dans son travail, grâce à ses nombreux diplômes, mais pas en politique. Je lui ai pourtant rappelé qu'elle avait été élue démocratiquement, donc qu'elle ne devait pas avoir peur de s'exprimer publiquement.»

Oser parler en public

Ce sentiment d'illégitimité est récurrent chez les femmes,

constate Virginie Pilault, qui les aide à en prendre conscience, et à «mettre des mots sur leurs maux». «Les femmes ont en outre souvent besoin de diplômes pour se rassurer, ce qui n'est pas souvent le cas des hommes», affirme la formatrice. Dans ses cours, celle-ci rappelle également ce chiffre: «Plus de 85% des experts interviewés dans les médias sont des hommes, alors qu'ils ne représentent que la moitié de la population suisse.» Virginie Pilault encourage ainsi les femmes «à prendre le taureau par les cornes, pour s'exprimer à la place des hommes.» Dans le deuxième module de la formation qu'elle propose pour le canton de Berne, Virginie Pilault insiste sur l'impor-

Soutenir les politiciennes

Le Réseau égalité Berne francophone, une commission politique rattachée au bureau Egalité entre la femme et l'homme, organise depuis 2017, et tous les deux ans, des formations destinées «aux femmes de Bienne et du Jura bernois qui ont un intérêt pour la politique, qu'elles soient actives ou non», explique Ana Gonzalez, responsable du secrétariat général du Réseau égalité Berne francophone. «Nous proposons entre trois et quatre modules par formation, qui peuvent être suivis séparément ou d'un bloc. Ceux-ci correspondent aux demandes et aux besoins des politiciennes, et ils s'adaptent à l'actualité», poursuit-elle. Dans la formation continue «Je suis politicienne et ma voix compte!», qui commence le 1er avril, le deuxième module sur la maîtrise des réseaux sociaux en politique correspond à une demande des élues, dévoile Ana Gonzalez. «On ne naît pas politicienne, on le devient», affirme-t-elle en paraphrasant la célèbre phrase de Simone de Beauvoir. Ainsi, «nous voulons montrer aux femmes que nous les soutenons dans leur parcours politique», promet Ana Gonzalez. Enfin, la responsable assure que ces formations s'adressent à toutes les femmes, qu'importe leur mandat politique ou leur parti. «L'objectif est avant tout d'atteindre la parité à tous les échelons, mais aussi d'assurer la relève», glisse Ana Gonzalez. En ce sens, 2021 n'a pas été choisie au hasard, puisque les prochaines élections cantonales sont prévues pour 2022. **JGA**

tance de la maîtrise des réseaux sociaux en politique. «Ceux-ci sont d'autant plus importants en ce moment, car les rencontres avec les électeurs sont rendues plus difficiles par la pandémie», note Virginie Pilault. «Toutefois, les réseaux sociaux ne remplacent pas les rencontres physiques. Ce n'est pas l'un ou l'autre, c'est l'un et l'autre.»

Rencontres virtuelles

Citant l'exemple récent des campagnes d'élections communales dans les cantons de Vaud et de Fribourg, la formatrice rappelle que les réseaux sociaux permettent de débattre et de profiter des retours directs des électeurs, mais également de récolter leurs souhaits. «Ce contact ne doit pas être négligé, car il ressort de la démocratie», insiste Virginie Pilault. Devant la multiplication croissante de ces canaux de discussions, vers lesquels se tourner? Ayant longtemps exercé comme journaliste, notamment à la RTS, Virginie Pilault conseille de ne pas oublier Twitter, un réseau principalement utilisé par les politiciens et les journalistes. Ces derniers s'en servent parfois comme source d'information, selon elle. «Pour l'interaction avec le

public, Facebook domine. Il reste le réseau grand public et facile d'accès», juge Virginie Pilault. Si les politiciennes souhaitent cibler leurs messages vers les jeunes, la formatrice suggère alors de se tourner vers Instagram. Virginie Pilault salue l'utilité de ces formations destinées aux femmes, qui peuvent faire naître des vocations de politiciennes chez certaines. Mais elle déplore toutefois «que la responsabilité soit à nouveau sur les épaules des femmes», et qu'on ne réfléchisse pas assez dans l'autre sens. «On les pousse à se former pour gagner confiance en elles, mais il faut également songer aux racines du problème: elles ne prennent pas la parole, car on ne la leur donne pas.» Les politiciens doivent parfois user de stratagèmes pour convaincre les femmes de se lancer aux élections, admet Virginie Pilault. «Mais ce travail est nécessaire, car il est insensé de voir aujourd'hui des listes électorales 100% masculines.»

De plus amples informations sur les formations proposées par le Réseau égalité Berne francophone sont disponibles sur le site de la Chancellerie d'Etat, rubrique «Egalité entre la femme et l'homme» (prestations).

Nidau a aussi dit non

AGGLOLAC Le verdict est tombé jeudi soir au Conseil de ville.

A la séance du Conseil de ville de jeudi, les parlementaires de Nidau ont été priés à maintes reprises de faire preuve de courage et de dire oui au projet Agglolac, qualifié de visionnaire. Le président du Conseil de ville, l'UDC Markus Baumann, qui par ailleurs exerçait sa fonction pour la première fois, a pris très au sérieux cet appel au courage... mais pas dans le sens de ceux qui le prêchaient. En effet, à l'heure du vote sur la création du syndicat intercommunal «Rive du lac Nidau-Biel-Bienne» et sur l'adhésion de Nidau à ce syndi-

cat, aucune majorité ne s'est dessinée: 15 voix pour, 15 voix contre. Dans une telle impasse, c'est au président de trancher. Ce qu'a fait Markus Baumann en rejetant le projet. Aucune surprise à cela, puisqu'il en est un adversaire déclaré, membre d'ailleurs du comité de Stop Agglolac. L'échec de cette première affaire est lourd de sens, car le projet aurait été soumis en votation populaire uniquement si tous les points avaient été préalablement approuvés, aussi bien par le Conseil de ville de Nidau que par celui de

Bienne. C'est dire si les débuts de Markus Baumann au perchoir marqueront les esprits.

Le «projet du siècle»

Durant les débats, Agglolac a plusieurs fois été présenté comme «le projet du siècle», par exemple par la radicale Susanne Schneider Marti, représentante du groupe bourgeois. «Nous allons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que ce projet soit soumis au verdict des urnes», a-t-elle déclaré, choquée que certains partis puissent s'arroger le droit de le

torpiller. Avec sa décision, Markus Baumann n'a donc pas seulement suscité la grogne de la moitié de ses collègues, il a plongé le Conseil de ville dans une crise que la radicale Amélie Evard, présidente de son parti, avait subodorée avant même les débats, en lançant: «Peut-on encore parler de démocratie quand c'est un membre du comité de Stop Agglolac qui, le cas échéant, aura le dernier mot?».

Deuxième refus

Après que Sandra Hess, maire radicale de Nidau, eut à son tour défendu le projet, le conseiller de ville socialiste Nils Kallen a résumé ainsi la situation: «Il est clair au moins depuis le sondage qu'Agglolac a été planifié sans tenir compte des préoccupations de la popu-

lation et que, dans ces conditions, un scrutin populaire aurait peu de chance d'aboutir.» Après ce premier vote négatif, le Conseil de ville devait se prononcer sur le transfert de certaines parcelles au syndicat intercommunal. Nouveau refus, par 15 voix contre 14. Ici, c'est la conseillère Verte Esther Kast qui a fait pencher la balance. Les perdants cachant mal leur frustration, le président du groupe socialiste Tobias Egger a tenté de calmer les esprits. «Agglolac n'est pas mort ce soir, ni à Nidau, ni à Bienne. Notre critique se veut constructive, désormais il faut privilégier la coopération», a-t-il déclaré. Ce qui n'a guère rassuré le radical Thomas Spycher: «Je n'ai aucun problème à accepter un non à ce projet, mais qu'est-ce qu'un processus de

dialogue si on doit l'engager avec la mauvaise conscience d'avoir détruit quelque chose?» Après une courte pause, une fois les émotions retombées, les débats ont repris sur les autres sujets à l'ordre du jour. Mais le cœur n'y était plus, et il flottait dans les rangs une étrange impression de gravité et de malaise, le projet Agglolac n'étant plus désormais qu'une lointaine chimère. De son côté, Mobimo a pris connaissance «avec regret» du rejet du projet Agglolac dans sa forme actuelle. Dans un communiqué, la société immobilière a indiqué hier «qu'elle procéderait à un état des lieux avec les deux villes» et qu'elle annoncerait la suite de la procédure «en temps opportun». **CARMEN STALDER, TRADUCTION MARCEL GASSER**